



Communiqué : **L'extrême-droite n'est pas compatible avec les valeurs du service public d'éducation**

En novembre 2022, Roger Chudeau, député RN de la deuxième circonscription du Loir-et-Cher, a été nommé président de la Mission d'information sur l'éducation prioritaire dont il est lui-même à l'initiative. Cette mission est chargée de dresser un panorama et un bilan des réseaux REP et REP+ à l'Assemblée Nationale. C'est dans ce cadre que le député ambitionne de visiter certains établissements du dispositif dont certains dans les Bouches-du-Rhône comme pour l'instant les collèges Henri Wallon et Edgar Quinet à Marseille. L'intersyndicale éducation des Bouches-du-Rhône SUD éducation 13, SNES-FSU Aix-Marseille, CNT-SO 13, SNUipp-FSU 13 et CGT Educ'action 13 appelle les personnels de tous les établissements concernés à réaffirmer les principes du service public d'éducation et à s'opposer à la tenue de telles rencontres. L'extrême-droite n'a pas sa place dans nos établissements ni nos écoles.

Pour M.Chudeau et le parti politique auquel il appartient, la présidence d'une telle mission parlementaire répond à un double objectif : lisser l'image du Rassemblement National tout en banalisant les idées de l'extrême-droite. Mais nous ne sommes pas dupes. M.Chudeau ne se rend pas dans nos établissements pour y mener une étude factuelle et impartiale auprès des acteurs de terrains. Les convictions de cet inspecteur honoraire de l'Éducation Nationale et auteur du programme éducatif de Marine Le Pen, sur la politique d'éducation prioritaire sont au contraire bien arrêtées. C'est ainsi qu'il déclarait en 2021 dans un livret intitulé Comment faire de l'école publique un rempart contre l'islamisme ? : "La plupart des établissements conquis par l'islamisme ou à tout le moins empêchés de fonctionner normalement se trouvent dans les réseaux d'éducation prioritaire (...). Cela montre l'échec manifeste de ces zones". Dans la ligne de l'extrême-droite, l'idée que l'Éducation Prioritaire privilégierait davantage les élèves étranger.es au détriment des Français.es défendue par M. Chudeau relève d'une idéologie xénophobe que nous combattons sans relâche.

M. Chudeau, comme son parti, ne parle pas des vraies difficultés de l'école. Dans son programme, le RN ne parle jamais des problèmes rencontrés par les personnels de l'Éducation nationale et leurs élèves : du bâti délabré, des injonctions permanentes de la hiérarchie, du manque de moyens et de formations pour les personnels, du manque de personnels médico-sociaux et AESH, de la faiblesses des rémunérations, des classes surchargées.... Au contraire, l'école n'apparaît, dans l'action du RN à l'Assemblée nationale, que pour appuyer un discours réactionnaire, raciste et inégalitaire.

De la même façon que M. Chudeau n'est pas un interlocuteur comme un autre, le Rassemblement National n'est pas un parti comme un autre. Le concept de préférence nationale, au cœur de son projet politique, est à l'exact opposé des principes du service public d'éducation que nous défendons. La nomination de M. Chudeau et sa présence sur nos lieux de travail est un affront aux valeurs que nous portons.

Pour l'extrême-droite, bien au contraire, l'école porte la responsabilité de tous les maux de la société et de son déclin. L'Éducation nationale y est accusée à longueur de discours politiques, de "démagogie", de "laxisme", ou de "relativisme" et les personnels jugés coupables du désordre et de la décadence du "sentiment national".

L'extrême droite a toujours été, et demeure plus que jamais l'ennemie mortelle des travailleurs et des travailleuses, des étrangères, des personnes racisées, des LGBTI, et de la démocratie. Nous rappelons également que nous sommes pour une école émancipatrice, qui visera toujours à cultiver l'esprit critique de nos élèves.

- Ce sont pour toutes ces raisons que nous appelons les personnels des Bouches-du-Rhône exerçant en éducation prioritaire à la plus grande vigilance quant à la tenue éventuelle de telles rencontres.
- Nous appelons les personnels des établissements et des écoles concernées à s'opposer à de telles rencontres et à refuser de participer à ce processus de banalisation de l'extrême-droite.
- Nous appelons l'ensemble des personnels à réaffirmer les principes fondamentaux du service public d'éducation.

Marseille, le 10 mai 2023